



Annuaire Français de Relations Internationales
AFRI 2003, volume IV
Editions Bruylant, Bruxelles

SUR Serge , "Quelle politique transatlantique de sécurité ? Un dialogue euro-américain - Introduction", AFRI 2003, volume IV
Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/sur-intro2003.pdf>

Tous droits réservés - Centre Thucydide - contact : centre.thucydide@afri-ct.org

INTRODUCTION

QUELLE POLITIQUE TRANSATLANTIQUE
DE SÉCURITÉ ?
UN DIALOGUE EURO-AMÉRICAIN

PAR

SERGE SUR (*)

Le présent dossier comporte plusieurs contributions présentées lors d'un colloque organisé à Paris les 25 et 26 novembre 2002 par le Centre Thucydide, la Fondation pour la Recherche Stratégique et l'UNA-USA (Association américaine pour les Nations Unies). A cette date, la question iraquienne était déjà présente dans tous les esprits; cependant, elle ne revêtait pas encore l'intensité qu'elle a acquise durant les mois suivants : si elle a constitué une toile de fond implicite des discussions, elle n'en a pas été le point central. On ne parlait pas encore de « *la vieille Europe* ». Ceci seul montre que les différences transatlantiques sont plus anciennes, plus profondes et plus larges que celles que la crise récente a mises en lumière.

Différences transatlantiques, mais aussi différences entre pays européens eux-mêmes, dont témoigne la diversité des approches qui transparaissent dans les contributions choisies publiées ici, suivant que les intervenants sont, par exemple, anglais, français ou italiens. Devant ce constat, la rédaction de l'*AFRI* a pensé que leur publication, loin d'être obsolète, éclairait d'un côté une distanciation croissante entre les deux continents et, de l'autre, les réactions en ordre dispersé des pays européens.

On trouvera ici des points de vue sur la problématique générale de la sécurité internationale dans l'après-11 septembre (et plus précisément en ce qui concerne la Méditerranée, les Balkans et le Golfe), sur le rôle de l'OTAN, sur la légitimité et la légalité du recours à la force (y compris de façon préventive), sur la répartition des tâches en matière d'établissement de la sécurité et de maintien de la paix, sur la coopération transatlantique en matière d'*arms control* et sur les perspectives de la politique de sécurité et de défense européenne, tous émanant d'experts particulièrement qualifiés, américains ou européens.

Là où certains estiment que l'Europe a vocation à être une force d'appoint, qui doit limiter ses ambitions à l'exercice d'une influence modérée,

(*) Professeur à l'Université Paris II – Panthéon-Assas, où il dirige le Centre Thucydide, et co-directeur de l'*AFRI*.

éventuellement modératrice sur les Etats-Unis, au nom d'un partenariat transatlantique, d'autres considèrent que l'Europe doit s'affirmer comme telle, y compris sur le terrain de la politique extérieure, de sécurité et de défense, au nom d'une identité européenne définie par des intérêts communs.

Aux Etats-Unis, en revanche, on a le sentiment que le consensus est profond sur la position subordonnée de l'Europe, dont la solidarité automatique avec le pays *leader* devrait reposer sur deux éléments : d'une part, la communauté d'intérêts et de valeurs entre les deux rives de l'Atlantique; d'autre part, l'incapacité structurelle et, en définitive, positive, de l'Europe à assurer elle-même sa propre sécurité, comme à promouvoir à l'extérieur une conception alternative de la sécurité internationale.

Dans ces conditions, considérer les différences comme les divergences n'est-il pas artificiel, comme le suggère une communication, qui laisse entendre que le dialogue entre experts aggrave les malentendus plus qu'il ne permet de les résorber? Aux débats théologiques sur des virtualités, il faudrait préférer la réalité d'une coopération pratique qui résulte de la nature des choses et de la répartition concrète de la puissance. Cela veut dire qu'en définitive les pays européens s'alignent, *volens nolens*, sur la détermination et la puissance américaines.

On peut à l'inverse penser qu'il n'est pas inutile de confronter régulièrement, même de façon académique, les perceptions respectives, et que ce n'est pas gratter des plaies que mesurer, éventuellement de réduire, une distance culturelle croissante. On connaît les vues radicales de Robert Kagan sur la logique de puissance qui s'opposerait à une logique de valeurs, c'est-à-dire de faiblesse. Vue provocante, fondée sur une part de vérité, c'est-à-dire sur une part d'erreur. Si la gestation d'une politique européenne est laborieuse, inachevée et encore incertaine, elle progresse cependant dans la durée. Elle n'est certes pas dirigée contre les Etats-Unis, mais devrait davantage être perçue par eux comme une contribution utile à une meilleure répartition du fardeau, qu'ils réclament par ailleurs.

On peut également penser que la distanciation progressive entre les deux continents ne résulte pas de malentendus dans les perceptions ou de volontés mal inspirées dans les politiques. Elle est plutôt de nature historique, c'est-à-dire beaucoup plus profonde : elle répond à des situations et à des intérêts qui sont différents. Elle n'implique ni hostilité, ni opposition, ni rupture, mais partenariat, en d'autres termes équilibre et complémentarité. Le partenariat est certes plus profitable de part et d'autre qu'une tutelle coûteuse et aléatoire pour l'un et qu'une subordination désorganisatrice et à long terme insupportable pour l'autre.